



1 FILLE SUR 2 A DÉJÀ MANQUÉ L'ÉCOLE À CAUSE DE SES RÈGLES

Tabou, honte, stigmatisation, manque de protections hygiéniques... : les règles restent un obstacle majeur à la scolarisation des filles. À l'occasion de la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle, le 28 mai 2022, l'ONG Plan International France alerte dans sa [dernière étude menée avec OpinionWay](#) sur l'impact dramatique des règles sur les droits des filles.

Les discriminations et le manque de protections hygiéniques entravent la scolarisation des filles en France et dans le monde. L'étude exclusive de l'ONG Plan International France¹ révèle qu'une fille en France sur deux a déjà raté l'école lorsqu'elle a ses règles.

LE POIDS DES TABOUS ET DES CROYANCES TOUJOURS PRÉGNANT

Pour plus de la moitié des filles en France (55 %), les règles restent un sujet tabou à l'école : plus d'1/3 des adolescentes ont honte de les avoir (35 %). Les stéréotypes et les préjugés liés aux menstruations renforcent considérablement les discriminations de genre : 35 % avouent qu'elles ou une de leurs proches ont déjà subi des moqueries et des humiliations en milieu scolaire. La méconnaissance sur le sujet demeure considérable : la moitié des filles interrogées (49 %) estiment que des personnes considèrent encore les règles comme « sales ».

Dans les pays en développement, l'impact des stigmates est encore plus fort : considérées comme « impures », « maudites » ou même « dangereuses », les règles dérangent. Les mythes et les tabous liés aux normes culturelles, religieuses et patriarcales nuisent plus gravement aux droits des filles et des femmes. Au Népal, le *chhaupadi* bannit ces dernières du foyer, les contraint à s'isoler dans des cabanes et les empêche de se rendre à l'école. Cette pratique d'exil menstruel, pourtant interdite en 2005, perdure : 89 % des jeunes Népalaises subissent toujours une forme d'exclusion ou de restriction pendant leurs règles.



« QUAND J'AI EU MES PREMIÈRES RÈGLES, ON M'A ENFERMÉE DANS UNE HUTTE À CÔTÉ DE CHEZ MOI. JE N'AVAIS PAS LE DROIT DE VOIR NI MON PÈRE, NI MON FRÈRE, CAR SELON LA CROYANCE, CELA AURAIT PU LES TUER »,

SWASTIKA, JEUNE NÉPALAISE DE 18 ANS

EN INDE, PLUS DE ¾ DES FILLES NE PEUVENT PAS SE RENDRE EN CLASSE QUAND ELLES ONT LEURS RÈGLES

Dans les pays en développement, l'impact sur la déscolarisation est encore plus grave : les filles manquent en moyenne 5 jours d'école tous les mois à cause de leurs menstruations.

« MES PARENTS NE PEUVENT PAS ME PAYER DE PROTECTIONS HYGIÉNIQUES, DONC J'UTILISE DES CHIFFONS, MAIS LORSQU'ILS SONT TROP DÉCHIRÉS, JE PRÉFÈRE QUITTER L'ÉCOLE QUE DE RISQUER DE TACHER MES VÊTEMENTS »,

NYAWUT, JEUNE SUD-SOUDANAISE DE 16 ANS

Le manque de protections hygiéniques, de vêtements de rechange, d'eau pour se laver les mains ou encore de toilettes sûres et propres aggravent le décrochage scolaire. En Inde, plus de ¾ des filles ne peuvent pas se rendre en classe quand elles ont leurs règles. En Ouganda, en Indonésie ou au Bangladesh, la puberté marque souvent l'arrêt total de la scolarité. Cette déscolarisation brutale menace considérablement les droits des filles : mariages d'enfants, grossesses précoces, travail domestique et exploitation.

¹ Étude OpinionWay pour Plan International France réalisée auprès d'un échantillon de 1002 jeunes françaises représentatif de la population française féminine âgée de 13 à 25 ans, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Les interviews ont été réalisées du 20 au 28 avril 2022 par questionnaires auto-administrés sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview).



AGIR POUR L'HYGIÈNE MENSTRUELLE DANS LE MONDE : UNE DEMANDE DES JEUNES FEMMES EN FRANCE

Si plus de 80 % des filles en France considèrent que les règles restent un tabou majeur dans les pays en développement, elles ne mesurent pas l'impact néfaste de ces idées reçues sur la vie quotidienne des filles. Pour plus de 8 filles sur 10 (87 %), la prise de conscience de ces discriminations les révolte : 80 % d'entre elles appellent les gouvernements à lutter contre les inégalités provoquées par le manque d'accès à l'hygiène menstruelle dans le monde.

À l'occasion de la Journée de l'hygiène menstruelle, Plan International France et le Plan des jeunes, groupe de jeunes bénévoles engagé-e-s en faveur de l'égalité filles-garçons, lancent le projet *Changeons les règles*. À travers des ateliers informatifs, ludiques et collaboratifs, les jeunes sensibilisent les lycéens et lycéennes d'Île-de-France sur l'impact scolaire des tabous liés aux règles dans le monde.

NOS PROJETS DANS LE MONDE :

- **Ouganda** : Plan International combat les idées reçues et sensibilise les filles et leur communauté à l'hygiène menstruelle. Grâce à des ateliers de confection de serviettes hygiéniques, les filles bénéficient de protections réutilisables et peuvent aller à l'école. Ces actions génèrent un revenu aux femmes de la communauté et participent à leur émancipation.

- **Indonésie** : Pour démystifier les croyances, Plan International mène des projets d'éducation à l'hygiène menstruelle dans plus de 200 écoles. L'ONG construit des sanitaires adaptés et distribue des sous-vêtements réutilisables pour permettre aux filles une meilleure gestion de leurs règles ainsi qu'une réduction des déchets engendrés par les protections jetables.

- **Bangladesh** : Plan International accompagne les filles et les jeunes femmes des régions rurales à créer leur entreprise de fabrication de serviettes hygiéniques. Les revenus permettent aux filles de subvenir à leurs besoins et de rester scolarisées. L'ONG distribue également des protections menstruelles à l'école et met en place des ateliers de sensibilisation à l'hygiène menstruelle dans les établissements scolaires.

Nos programmes en Ouganda et au Bangladesh en vidéos :



CE QUE PLAN INTERNATIONAL DEMANDE :

Toutes les filles doivent avoir accès, y compris en situation d'urgence, aux services de santé sexuelle et reproductive et d'hygiène menstruelle, à des informations de qualité, à des équipements sanitaires adaptés, en particulier à l'école.

Disponibles pour interview : Silvia Devina, experte Plan International Indonésie | Moses Opolot, coordinateur de projet Plan International Ouganda | Les expert-e-s de Plan International France.

Pour toute demande d'interview : Juliette Bénét | + 33 6 50 10 10 85 | juliette.benet@plan-international.org

À PROPOS DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE

ONG de solidarité, Plan International intervient dans 50 pays en développement pour permettre aux enfants et aux jeunes les plus exclus de devenir des adultes libres. Leur donner les moyens de construire leur avenir est pour Plan International la clé d'un développement à long terme. Depuis 75 ans, Plan International agit dans les zones les plus pauvres auprès de millions d'enfants exclus pour leur assurer un accès aux soins de base (santé, nutrition, eau et environnement sains), les protéger contre toutes les formes de violence et d'exploitation, leur donner une éducation puis une formation de qualité, leur donner les moyens de faire valoir leurs droits. Plan International conduit actuellement 5 273 projets de développement bénéficiant à 78 millions d'enfants grâce aux dons de particuliers, parrainage d'enfants, mécénat d'entreprise et subventions publiques. Dans le cadre des efforts à fournir pour ceux qui en ont le plus besoin, depuis 2007, Plan International mène une campagne de sensibilisation du grand public et des décideurs sur les droits des filles.